

## Trame d'intervention SNFOLC lors des réunions de pré-rentrée 2022

(trame qui peut être largement adaptée en fonction des éléments précis de la rentrée dans l'établissement)

Chers collègues,

le syndicat national FO lycées et collèges vous souhaite à tous une excellente pré-rentrée et une excellente reprise avec nos élèves dès demain.

Comme tous les ans la rentrée s'annonce difficile mais celle-ci semble l'être encore plus.

### POUR DES HAUSSES DE SALAIRES

Le 19 août, dans son discours à Bormes-les-Mimosas, le Président Macron a exhorté la population à « *accepter de payer le prix de la liberté* », comprendre se serrer la ceinture et accepter toutes les contre-réformes tout en augmentant le financement de la militarisation. Le 24 août, introduisant le conseil des ministres, il ne dit rien d'autre : « *nous vivons la fin de ce qui pouvait apparaître comme une abondance, celle des liquidités sans coûts, et nous aurons à en tirer les conséquences en terme de finances publiques.* » Le 14 juillet, il avait réaffirmé qu'il maintenait tous ses projets de contre-réformes. « *Au retour de l'été il faudra un texte de loi sur la réforme du travail* » prévenait-il. Il voudrait conditionner le RSA à 15 ou 20 heures hebdomadaires d'activité, casser pôle emploi et généraliser l'apprentissage. Concernant les retraites, il maintient son intention de « *décaler l'âge de départ légal jusqu'à 65 ans à l'horizon des années 2030* » et fixe son calendrier : « *Je pense que dès l'été 2023, il faut qu'on ait une première entrée en vigueur* ». Le président, fragilisé, cherche à appliquer sa politique destructrice en lançant un conseil national de la refondation (CNR) devant débiter le 8 septembre, et entend associer les organisations syndicales. FO n'y participera pas.

La hausse de la valeur du point d'indice de 3,5 % ne rattrape en rien la perte de pouvoir d'achat que l'ensemble des personnels de la fonction publique donc de l'Education Nationale a subi depuis les années 2000. Nous avons perdu plus de 25 % de pouvoir d'achat. A cela s'ajoute une inflation de 6,1 % sur un an, en juillet 2022, -source INSEE-.

A FO, nous voulons une réelle revalorisation des salaires à hauteur de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000.

### POUR DES CREATIONS DE POSTES

Le ministre a refusé de prononcer un moratoire sur les milliers de suppressions de postes programmées à la rentrée. Il claironne « *qu'il y aura un prof devant chaque classe* », mais il explique qu'il refuse d'ouvrir les listes complémentaires, qu'il ne prendra aucune mesure urgente comme l'ouverture immédiate de concours exceptionnels pour pallier le déficit de 4 000 enseignants non recrutés en juin 2022 aux concours, conséquence de la réforme Blanquer de la formation des enseignants, qu'il fera « *avec les moyens du bord* », qu'il faudrait renoncer aux remplacements car « *le banc de touche est très réduit* ».

Une réunion en visio initiée par les candidats des concours inscrits sur les listes complémentaires s'est tenue le 24 août, en présence de la quasi-totalité des syndicats et de sections départementales de la FCPE. 135 collègues se sont connectés et la pétition exigeant leur recrutement a dépassé les 10.000 signataires. L'annonce par le ministre de la possibilité offerte aux recteurs de recruter des professeurs des écoles sur les listes complémentaires pour pourvoir des postes vacants constitue un premier recul à mettre au compte de la mobilisation.

Alors que le ministre tente de généraliser le recours aux « *jobs dating* » ainsi qu'aux « *contractuels alternants* » en master MEEF percevant 700 euros par mois, FO refuse d'opposer

contractuels et titulaires comme cherche à le faire le ministre, rappelle son attachement indéfectible au statut général de la Fonction publique, aux statuts particuliers et revendique la titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent.

Le ministre veut achever le travail entrepris par J-M Blanquer de casse du cadre national de l'École, des programmes nationaux disciplinaires avec leurs horaires d'enseignement, du baccalauréat et ses épreuves nationales, disciplinaires et anonymes. La circulaire ministérielle de rentrée prépare les contre-réformes à venir :

- en sixième, « *de nouvelles organisations pédagogiques [...] pour mieux accompagner la transition entre l'école et le collège* »
- en cinquième et quatrième, des « *visites d'entreprises, mini-stages, rencontres avec des professionnels de différents secteurs d'activité* » sous la coupe des « *comités locaux école-entreprises* » pour préparer les élèves à leur arrivée dans le marché du travail
- au collège, « *une organisation des emplois du temps permettant [...] de pouvoir faire deux heures d'activités sportives sur le temps périscolaire, dans des clubs ou associations sportives* » ; quelle place pour les professeurs d'EPS, fonctionnaires d'État qui devront donc cohabiter dans leurs établissements avec des animateurs associatifs ?
- pour tous les établissements, poursuite de la campagne d'autoévaluation afin « *d'entrer dans la culture de l'évaluation* » et soumettre le fonctionnement des collèges et des lycées au projet local d'établissement

## POUR UN RETOUR AU BACCALAUREAT NATIONAL

Une autre attaque lors du dernier quinquennat a été celle contre le lycée et le diplôme national du baccalauréat. Attaquer le bac et plus généralement les diplômes, c'est attaquer l'école et le statut de la fonction publique. En effet, le baccalauréat et les diplômes sont la clef de voûte du statut général des fonctionnaires : pas de diplômes, pas de concours, pas de grille indiciaire et pas de grille indiciaire pas de fonctionnaire. C'est le but de la transformation de la fonction publique qui veut qu'il y ait de plus en plus de contractuels dans la fonction publique

Pour toutes ces raisons, FO a déposé un préavis de grève dès le 1<sup>er</sup> septembre.

A FO, nous ne voulons pas d'un énième débat, nous ne voulons pas d'évaluations des établissements, nous voulons des augmentations de salaires sans condition et pour tous les personnels, nous revendiquons aussi de meilleures conditions de travail, la non-imposition des heures supplémentaires, la fin de la transformation de la fonction publique et un retour à un vrai baccalauréat national. L'abrogation de la plate-forme parcoursup où cette année, encore 90 000 élèves n'avaient pas de solution à la mi-juillet. FO est attaché à l'école républicaine, à l'instruction disciplinaire et aux diplômes nationaux.

Il devient donc, de plus en plus important, de syndiquer, dans un syndicat libre et indépendant, fédéré et confédéré comme FO pour revendiquer, défendre ses droits, pour défendre l'école de la République et voter FO lors des élections professionnelles du 1<sup>er</sup> au 8 décembre 2022.

Du 1<sup>er</sup> au 8 décembre 2022 se tiennent les élections professionnelles. Comme lors des 3 précédents scrutins, nous devons voter informatiquement. Il faudra créer un espace électeur, générer un mot de passe et voter pour FO aux 4 scrutins !

Nous pourrions continuer cette énumération. Nous proposons à tous les personnels de l'établissement de venir discuter de tous ces sujets aujourd'hui lors de l'heure d'information que le syndicat a déposée au compte du mois d'août, et que [Monsieur/Madame le/la](#)

Principal(e)/ proviseur a accordée, qui se tiendra à xx heures en salle xx. Merci de votre écoute et bonne rentrée à tous.